economiesuisse

La lenteur réformatrice n'est pas l'apanage des autres

Nous, les Suisses, avons régulièrement tendance à pointer du doigt les pays étrangers. L'actuelle pomme de discorde concerne la politique de la Banque centrale européenne. En décidant d'acheter des dettes d'État, elle noie les marchés d'argent à bon marché. Des voix s'élèvent pourtant pour affirmer que, par cette politique monétaire ultra-expansive, l'Union européenne ne cherche qu'à gagner du temps, tandis que les problèmes structurels persistent dans de nombreux États membres. En particulier, les pays du Sud de l'Europe - là aussi les opinions sont largement faites - manqueraient l'occasion de commencer enfin les réformes urgentes.

D'où nous vient cette certitude ? Peut-être du fait que notre propre attitude est moins différente qu'il nous plaît à croire. En 2011, la Banque Nationale Suisse a instauré un taux plancher franc-euro et ainsi diminué la cherté de notre monnaie nationale. La politique suisse n'a cependant pas profité de cette occasion pour améliorer les conditions-cadre économiques, afin que nos entreprises puissent être prêtes à un retour du taux de change libre. Bien au contraire, le bilan politique de ces trois dernières années est décevant. Le seul point positif au tableau est l'accord de libre-échange conclu avec la Chine, qui confère de précieux avantages aux entreprises exportatrices. Pour le reste, les conditions générales se sont plus ou moins toutes dégradées : la densité réglementaire a augmenté, tout comme les charges et l'insécurité au sujet de la politique économique.

Au lieu de pointer les autres du doigt, nous ferions mieux de nous en prendre à nous-mêmes et d'alléger enfin les charges pesant sur les entreprises. Elles en ont vraiment besoin.